

# Traduire pour mobiliser. Pratiques éducatives d'un CPIE breton dans la construction de l'adhésion collective autour de la biodiversité.

Translate to mobilize. Educational practices of a Breton CPIE in building collective membership around biodiversity.

Joy Toupet<sup>1</sup>

<sup>1</sup> UMR 6590 « Espaces et Sociétés » (ESO) et département de Géographie de l'Université Rennes 2, France.

joy.toupet@univ-rennes2.fr

**RÉSUMÉ.** L'objectif de cet article est de montrer le processus par lequel la construction de l'adhésion des acteurs locaux (élus et habitants) à un programme national de préservation de la biodiversité, la « Trame Verte et Bleue » (TVB), se construit. Nous mettons en évidence que même si l'enrôlement des acteurs dans ce programme nécessite la mise en œuvre de dispositifs de sensibilisation intermédiaires, ces derniers ne parviennent pas, pour différentes raisons, à les mobiliser durablement. Tout en mettant en avant la singularité de leur action, l'approche des mobilisations par la théorie de la traduction montre l'intérêt du travail cognitif et relationnel des réseaux éducatifs locaux dans la construction, sur le long terme, des mobilisations sociales autour des politiques publiques environnementales.

**ABSTRACT.** The aim of this article is to show the process by which the construction of the adhesion of local actors (elected representatives and inhabitants) to a national program for the preservation of biodiversity, the "Trame Verte et Bleue" (TVB), is built. We highlight that even if the enrolment of the actors in this program requires the implementation of intermediate sensitization devices, the latter do not manage, for various reasons, to mobilize them sustainably. While highlighting the singularity of their action, the approach of mobilizations by the theory of translation shows the interest of the cognitive and relational work of local educational networks in the construction, on the long term, of social mobilizations around environmental public policies.

**MOTS-CLÉS.** Education à l'environnement, mobilisation sociale, biodiversité, politique publique, théorie de la traduction.

**KEYWORDS.** Environmental education, social mobilization, biodiversity, public policy, actor-network theory (ANT).

## 1. Introduction

La complexité des problèmes socio-environnementaux et les incertitudes liées à leur résolution conduisent, à l'échelle locale, à ce que les politiques publiques éco-orientées soient insuffisamment appliquées, et de ce fait, que leur efficacité soit mise en doute (Mermet et al., 2005 ; Salles, 2006 ; Aspe & Jacqué, 2012). Le décalage existant entre la mobilisation populaire attendue autour des politiques publiques environnementales et ce qui se réalise effectivement est une difficulté régulièrement soulevée par leurs opérateurs. Un des objectifs de l'Education à l'Environnement, prise dans son cadre non formel (Gasse, 2017), est de faciliter l'engagement des acteurs dans la mise en œuvre des dispositifs publics, afin de les rendre plus efficaces (Salles, 2009). C'est pour obtenir cette adhésion collective que des processus de traduction, tels que définis dans les années 1980 par Michel Callon, Bruno Latour ou encore Madeleine Akrich, sont engagés. L'enjeu de la traduction est de faire surgir des associations d'acteurs et d'intérêts a priori inexistantes ou inattendues afin d'ouvrir un espace de négociation autour d'un projet et de légitimer une action collective (Akrich et al., 1988).

Dans cet article, l'analyse des processus de traduction porte sur l'application locale de politiques publiques environnementales. D'une manière générale, ces politiques doivent permettre de mettre en place un cadre d'assemblage d'éléments hétérogènes pour favoriser l'ancrage autonome de grands principes normatifs sur la gestion de la nature dans un territoire. Au niveau local, ce sont les réseaux d'acteurs qui portent les politiques publiques, et ce sont, en retour, elles qui solidarisent les acteurs

ensemble autour d'un objectif commun de transformation des pratiques humaines. C'est également autour de ces politiques qu'un enrôlement se réalise et que le changement socio-environnemental se conduit.

En partant de l'analyse d'un réseau d'acteurs localisé dans le Pays de Morlaix (Bretagne), aujourd'hui labellisé CPIE, réalisée entre 2014 et 2016 dans le cadre d'une recherche doctorale, l'objectif de cet article est de mettre en lumière les conditions dans lesquelles la mobilisation des acteurs locaux (élus, habitants) dans l'application de la Trame Verte et Bleue (TVB) (encadré 1) est recherchée et les stratégies mises en place pour y parvenir. Nous suggérons que c'est à travers des pratiques de traduction que les réseaux éducatifs organisés en associations construisent le lien social autour des questions environnementales et contribuent à l'application des politiques publiques environnementales. Notre contribution questionne ainsi la participation d'acteurs agissant dans le domaine de la pédagogie environnementale au processus général de changement socio-environnemental.

Nous débuterons notre propos par la présentation du cadre d'analyse et de la méthodologie employée. Nous décrirons dans un deuxième et troisième temps la traduction dans laquelle est engagée le CPIE pour en analyser, en quatrième lieu, les résultats. Nous reviendrons dans un cinquième et dernier point sur les aspects saillants du processus de traduction observé.

### ***Encadré 1 : Les grands principes de la Trame Verte et Bleue (TVB)***

Le dispositif de Trame Verte et Bleue (TVB) vise, sur le plan biophysique, à enrayer la perte de biodiversité et à maintenir ses capacités d'évolution en « *(re)constituant un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales, de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer... En d'autres termes, d'assurer leur survie, et permettre aux écosystèmes de continuer à rendre à l'homme leurs services* » (Alphandéry & Fortier, 2012 : 6). Elaborer une Trame Verte et Bleue consiste à rétablir la fonctionnalité des milieux naturels en les reconnectant entre eux par ce qu'on appelle des « corridors écologiques ». Ces continuités, ces « trames », ont vocation à être inscrites dans les documents d'urbanismes locaux.

## **2. La traduction comme cadre d'analyse**

La sociologie de la traduction a pour objectif de comprendre les mécanismes sociaux de la diffusion, réussie ou non, d'une politique ou d'une technique. Dans un article fondateur, M. Callon (1986) distingue quatre étapes dans le processus de traduction (tableau 1).

La première étape consiste à définir le problème et à formuler des idées pour atteindre des objectifs de résolution. Les promoteurs de l'idée identifient les acteurs censés être concernés par le problème/projet. La problématisation doit ainsi amener les différents acteurs, humains comme non-humains, à intégrer la solution proposée, et à voir dans celle-ci un Point de Passage Obligé (PPO), qui est présenté comme allant dans le sens de leurs intérêts.

La deuxième étape consiste à mettre en œuvre un travail d'argumentation et de persuasion pour « intéresser » l'ensemble des acteurs, pour les faire entrer dans le jeu, les convaincre à en être partie-prenante. Dans la traduction, il s'agit littéralement de rendre mobiles des entités qui ne le sont pas à l'origine, c'est-à-dire de les déplacer, de les transformer pour les rendre coopérantes. Le processus d'intéressement se caractérise par l'ensemble des actions par lesquelles l'entrepreneur (c'est-à-dire le détenteur de l'idée de départ/du projet) s'efforce de fixer les entités dans un rôle.

Si l'intéressement réussit, l'enrôlement – qui constitue la troisième étape du processus de traduction – attribue un rôle à l'acteur. Enfin, la traduction est réussie lorsque la mobilisation, c'est-à-dire le dé-entitément, est accomplie.

Ordre	Moments	Description
1	Problématisation	Le besoin de changement est ressenti et exprimé par un acteur qui en voit les opportunités et les bénéfices. Les acteurs sont identifiés à travers leurs préoccupations respectives et le changement doit être envisagé de telle manière qu'il devient convergent avec ces préoccupations, entraînant l'engagement de chacun de ces acteurs.
2	Intéressement	Moyens par lesquels les acteurs sont assignés à des attentes et ralliés au programme proposé. Ces moyens sont le plus souvent négociés et ne portent que sur des échantillons des différentes parties-prenantes.
3	Enrôlement	Attribution de rôles aux acteurs, correspondant aux représentations qui sont faites de leurs intentions. L'identité des acteurs est ainsi testée.
4	Mobilisation	La mobilisation est obtenue après le déplacement cognitif ou physique des acteurs dans le programme.

**Tableau 1.** *Les étapes du processus de traduction (Toupet, 2018, d'après M. Callon, 1986)*

Le processus de traduction reconnaît tout au long de ces étapes l'importance des intermédiaires mettant en contact des acteurs initialement sans rapport entre eux. C'est à la gestion et à la consolidation de ces associations que sont voués les intermédiaires. L'un des apports de la théorie de la traduction réside dans la mise en évidence de la nature hétérogène de ces intermédiaires : un objet technique ou artefact, une théorie, une hypothèse, un texte peuvent contribuer à tisser des liens entre acteurs et faciliter des ententes ou des compromis dans la réalisation de l'innovation. C'est pourquoi tout élément qui pourrait contribuer à la connexion d'un faisceau de relations est analysé comme un acteur (Callon & Latour, 1991 ; Latour 1985). Ce faisant, la traduction instaure une symétrie méthodologique entre les « faits de nature » et les « faits de société » dans l'explication des dynamiques de traduction (Callon, 1986).

En résumé, le processus de traduction contribue à faire émerger, à déplacer les conceptions, les argumentaires, pour essayer de stabiliser un réseau. Dans cette configuration, la réussite ou le succès du projet ne sont joués qu'à la fin, lorsqu'un ensemble de relations finit par se stabiliser.

L'engagement du CPIE de Morlaix dans le dispositif TVB a été observé à l'échelle locale dans le cadre de dispositifs de sensibilisation coordonnés sur le Pays de Morlaix. Le projet éducatif avait pour ambition, d'une part, de « porter à connaissance » les notions scientifiques contenues dans le dispositif public ; d'autre part, de faciliter la « prise en compte » par les collectivités du cadre réglementaire ; enfin, d'encourager la participation des habitants à des chantiers concrets, support à l'échange et à l'interconnaissance.

Nos observations ont ainsi concerné les réunions internes à l'équipe professionnelle du CPIE, l'élaboration et l'installation des dispositifs locaux de sensibilisation, les échanges entre le CPIE et les

collectivités locales (rencontres d'élus ou de techniciens), les interventions dans les conseils municipaux mais aussi les échanges du CPIE avec son réseau d'appartenance, l'Union Nationale des CPIE (UNCPIE). Ces observations ont permis d'identifier dans un deuxième temps un panel d'acteurs rencontré dans le cadre d'entretiens semi-directifs. Ces entretiens furent réalisés en 2014 et 2015, période à laquelle s'est déroulé le projet éducatif. L'échantillon des personnes interrogées, en activité sur la période considérée, représente 13 entretiens (6 responsables associatifs, 3 animateurs et chargé(e)s de mission, 4 élus locaux) abordés sous la forme de récits d'expérience.

Dans l'exploitation de ce matériau, nous avons cherché à mettre au jour les traductions mises en œuvre par le CPIE de Morlaix, les éventuels résistances ou blocages rencontrés, les effets de légitimation produits en retour ainsi que les spécificités éducatives de ce travail de traduction.

### 3. La problématisation ou comment le CPIE se mobilise autour de la TVB

Lorsque l'opérationnalisation de la politique de la TVB prend forme en Bretagne en 2012, le CPIE de Morlaix a déjà de l'expérience non seulement autour de l'éducation à la nature<sup>1</sup> mais aussi sur la gestion de la biodiversité locale<sup>2</sup>. Ce faisant, il a progressivement pu dresser des constats généraux sur l'état de la mobilisation sociale locale autour de la biodiversité. Il établit par exemple que la plupart des habitants ne connaît ni les espèces ni les dynamiques des milieux naturels qui les entourent et ils ne sont pas véritablement capables, de ce fait, d'agir efficacement pour favoriser la biodiversité en général. Le CPIE de Morlaix établit un lien entre ce manque généralisé de connaissances et l'absence d'intérêt pour l'action publique concernant la biodiversité. Selon lui, les dispositifs incitatifs de gestion de la biodiversité ne sont pas suffisamment pris en compte dans l'action des élus et des acteurs socio-économiques locaux. La biodiversité serait en effet, quand elle ne constitue pas explicitement une contrainte réglementaire, « *la dernière roue du carrosse* »<sup>3</sup> en matière de politique locale ou au mieux, un « *impensé* » de l'aménagement local. Selon un responsable de CPIE, la biodiversité est même « *un mot que les élus locaux ne connaissent pas et face auquel ils se trouvent démunis* »<sup>4</sup>. A défaut, cette notion de biodiversité est le plus souvent assimilée ou réduite à celles d'environnement, de paysage ou encore de « cadre de vie »<sup>5</sup>.

Le dispositif de la TVB mis en œuvre en 2012 vise ainsi à éveiller une large part de la population, à priori peu passionnée par cette question, à la gestion de la biodiversité locale. De plus, la politique de la TVB est perçue par l'association comme l'opportunité de donner du sens à une action construite dans le temps, dont l'unité et la cohérence passent parfois inaperçue auprès des autres acteurs locaux. Cette nouvelle politique est considérée comme pouvant lui permettre à la fois d'améliorer la prise en compte de pratiques plus respectueuses de l'environnement sur son territoire et d'étendre son réseau d'action. L'enjeu, pour le CPIE de Morlaix, réside donc dans sa capacité à construire les engagements des acteurs locaux, à les faire adhérer au dispositif TVB de manière à ce que ces engagements soient compatibles avec les injonctions publiques et participent au changement socio-environnemental global.

---

<sup>1</sup> L'association propose de nombreuses activités de plein-air, des sorties-nature et réalise des interventions scolaires depuis 1974.

<sup>2</sup> Son action sur la préservation des milieux naturels débute à la fin des années 1990, notamment par l'intermédiaire de son implication dans des programmes publics de gestion des espaces constituant son territoire d'action (rivière du Douaron, littoral de la Baie de Morlaix, etc.).

<sup>3</sup> Expression tirée de l'entretien avec la chargée de mission du CPIE de Morlaix.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> Ces références sont en effet régulièrement citées par les élus enquêtés.

Le rôle joué par l'UNCPIE dans la montée en compétences du CPIE de Morlaix est, dans ce processus, déterminant. La publication de guides techniques par l'UNCPIE<sup>6</sup> à partir de 2010 met en avant les deux publics cibles prioritaires que doit désormais viser l'action éducative sur la TVB: les élus locaux et la profession agricole. A la promulgation d'informations sur les outils et les dispositifs mobilisables<sup>7</sup> s'y adjoint la fourniture de recommandations, proposant des solutions pratiques pour favoriser la circulation des espèces ou encore les relations entre les partenaires des projets, présentant ce qu'il faudrait dire ou ne pas dire, faire ou ne pas faire. La lecture de ces guides est proposée comme un premier pas vers l'action, comme une voie d'acquisition de compétences permettant à chaque CPIE de mieux appréhender les choix à faire.

L'ensemble des ressources concentrées par le réseau national est diffusé à chaque structure locale par différents intermédiaires : une *mailing list* permet en particulier de relayer les documents méthodologiques à chacune de leur parution, d'inviter à consulter les mises à jour du site web national mais également d'inviter les salariés à participer aux réunions téléphoniques dans le cadre d'une « commission biodiversité ». En étant membre de cette commission, la chargée de mission du CPIE de Morlaix est donc très régulièrement avertie des actualités de terrain (par les échanges téléphoniques ou physiques avec les autres CPIE) et des actualités institutionnelles (par les mails et l'ensemble des ressources documentaires). Ainsi, les supports documentaires édités par l'UNCPIE peuvent être considérés comme des acteurs intermédiaires de la chaîne de traduction, entre les directives globales, le CPIE et la biodiversité. De ce fait, lorsque la politique publique de la TVB prend forme en Bretagne, le CPIE de Morlaix bénéficie déjà de ressources sur la question.

La mobilisation du CPIE de Morlaix autour de l'application de la Trame Verte et Bleue se concrétise en outre par sa participation à une des sessions de formation organisée par l'UNCPIE en 2014 et 2015 à destination des bénévoles et salariés du réseau et intitulée « *Co-construire et faire vivre un projet biodiversité partagé sur son territoire* »<sup>8</sup>. La chargée de mission du CPIE de Morlaix y participe en juin 2014. D'une durée de trois jours, la formation est animée par les responsables de deux CPIE (CPIE Loire-Anjou et le CPIE Sèvres-Bocage), ces derniers étant à cette période les plus avancés dans la mise en œuvre du dispositif localement. Pour les formateurs, son objectif est de démontrer par l'exemple qu'une action des CPIE sur la TVB est non seulement possible mais souhaitable et bénéfique. Le dispositif TVB étant un dispositif explicitement fondé sur l'action des élus locaux par l'obligation réglementaire de l'intégrer aux documents d'urbanisme, il apporte une certaine nouveauté pour « appareiller » la gestion locale de la biodiversité. Il ouvre en outre la possibilité d'introduire de l'innovation dans l'action des acteurs associatifs spécialisés dans l'éducation environnementale, lesquels ne sont, pour les élus locaux en particulier, « *pas toujours attendus pour aller travailler sur la Trame Verte et Bleue* »<sup>9</sup>. Ainsi l'enjeu pour les éducateurs des CPIE est bien que les élus locaux dépassent la simple procédure réglementaire pour formaliser une politique locale en faveur de la biodiversité. C'est dans cet objectif que la TVB apparaît comme un levier pour les politiques environnementales locales. La formation a plus précisément comme objectif d'engager les CPIE de Morlaix dans des actions de conseil et d'aide à la décision qui doivent permettre d'inscrire la TVB dans les territoires. Elle doit aussi permettre de renforcer la crédibilité des CPIE auprès de leurs

---

<sup>6</sup> Catalogue d'expériences des CPIE en vue de la mise en œuvre de la TVB 2010 ; Comprendre la TVB pour contribuer à sa mise en œuvre sur les territoires (2013) ; Outil d'aide au positionnement pour les CPIE et les Unions Régionales (2013) ; Agriculture et Environnement, vers une meilleure synergie entre agriculture et biodiversité (2013) ; La Trame Verte et Bleue : comprendre les représentations pour mieux sensibiliser et impliquer (2015).

<sup>7</sup> Outils d'inventaire et de connaissance du territoire, outils de protection à portée réglementaire, outils de gestion contractuelle de l'espace, outils de maîtrise foncière, dispositifs d'évaluation environnementale, outils de planification territoriale, outils financiers et dispositifs d'aide.

<sup>8</sup> Au total, 25 CPIE ont participé à la formation (11 en 2014 et 14 en 2015), soit environ 30% des structures labellisées.

<sup>9</sup> Extrait de l'entretien avec le directeur du CPIE Sèvre et Bocage et formateur pour l'UNCPIE.



partenaires locaux respectifs et dans la mesure du possible, de se rendre indispensables dans l'action locale sur la biodiversité et l'aménagement du territoire.

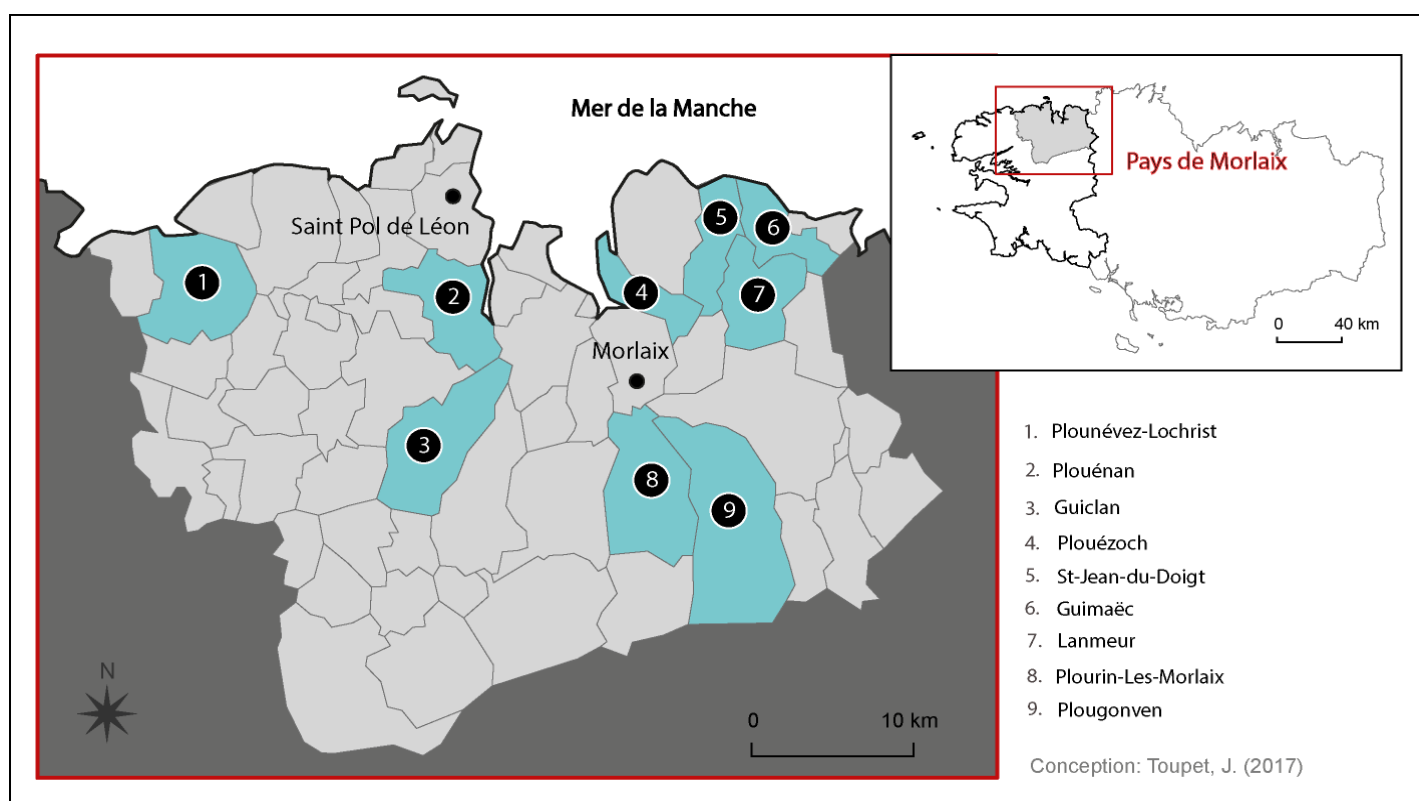
C'est à travers ce processus de convergence vers l'UNCPIE (par l'intermédiaire des brochures, échanges et formation) que le CPIE de Morlaix capitalise ses propres ressources – financières, politiques et cognitives - pour faire de la biodiversité un projet local éducatif et mobilisateur. Les sections suivantes s'intéresseront aux trois dernières étapes du processus de traduction (intéressement, enrôlement, mobilisation) car ce sont elles qui mettent en avant les stratégies employées pour construire les engagements et qui rendent compte, plus largement, de la dynamique éducative du CPIE.

#### 4. Le choix des moyens de traduction et l'intéressement

Le CPIE débute son action à partir de 2014, dans le cadre d'un projet financé par la Région. Les élus locaux sont la cible prioritaire du travail de traduction car ce sont eux qui sont censés inscrire les trames dans les documents d'urbanisme et qui, plus généralement, détiennent le pouvoir décisionnel. Ce processus d'intéressement concerne également les habitants dans l'objectif de générer une mobilisation collective susceptible de diffuser le plus largement possible de nouvelles normes sur la biodiversité.

##### 4.1. Les interventions auprès des élus

Si le souhait de l'équipe professionnelle est de fournir une information à l'ensemble des 61 communes du Pays de Morlaix, le CPIE, par le biais de son équipe professionnelle, entreprend de recenser celles qui sont en train ou proches de réviser leur Plan Local d'Urbanisme (PLU) (figure 1).



**Figure 1.** La révision du PLU dans le Pays de Morlaix

Cette période de révision est donc l'occasion pour le CPIE d'amener les élus à opérer des changements, éventuellement réglementaires, en faveur de la biodiversité. Les relations avec les élus se formalisent d'abord par l'organisation de rencontres collectives et individualisées au cours desquelles la traduction se réalise sur le plan rhétorique.

#### 4.1.1. Le travail rhétorique

Au départ, l'intéressement des élus se réalise par des mini-formations d'une demi-journée. Cette formation doit se décomposer en différents temps, où les moments d'apport de connaissances techniques et scientifiques (présentation orale, Powerpoint) alternent avec des moments plus ludiques et interactifs (jeux, présentations audiovisuelles) dans le but de favoriser l'interactivité et la convivialité. A chaque fois, la politique publique de la TVB est présentée par l'équipe salariée du CPIE comme un atout pour préserver la biodiversité ordinaire, pour repenser l'urbanisation de façon à limiter la consommation d'espaces agricoles mais aussi pour préserver le cadre de vie et l'attractivité du territoire, etc.

Dans cette configuration, la traduction du dispositif TVB par le CPIE repose sur une importante production rhétorique composée de discours, d'arguments, d'images, etc. destinée à rendre compréhensible cette politique de conservation de la biodiversité. Les exemples du cycle de vie de la grenouille agile ou de l'importance du bocage sont récurrents dans les diaporamas présentés aux élus, lesquels sont utilisés pour expliquer la notion de corridor écologique et pour donner corps aux trames.

Ces outils rhétoriques ne sont pas les seuls mobilisés dans le processus d'intéressement. Ainsi, afin de pouvoir se représenter concrètement ce en quoi peuvent consister des continuités écologiques et comment, surtout, elles se matérialisent dans l'espace, l'équipe salariée emmène les élus locaux sur le terrain pour qu'ils soient confrontés à des exemples de TVB.

#### 4.1.2. Le travail de terrain

Pour ce faire, les animateurs proposent de réaliser une lecture de paysage, à laquelle ils se sont précédemment formés au sein du réseau national des CPIE. Le travail d'observation et de croquis permet d'introduire différents niveaux d'interprétation et d'analyse du paysage. La lecture de paysage permet surtout aux animateurs d'introduire la dimension émotionnelle de la biodiversité (figure 2). Le paysage y est entendu comme une expérience, une possibilité de ressentir le monde. Sa lecture permettrait ainsi aux acteurs de discuter de l'aménagement territorial local, y compris en intégrant les fonctionnalités des milieux naturels et de la biodiversité. Cet exercice a l'avantage d'ancrer dans l'éprouvé des individus, des élus, une nouvelle interprétation de leur environnement permettant d'affecter de la valeur à la biodiversité. Il permet ainsi d'inscrire cette notion de biodiversité dans l'expérience concrète des individus.



**Figure 2.** Formation à la lecture de paysage organisée par l'UNCPIE en Vendée puis reproduite par le CPIE de Morlaix dans le cadre de la TVB



## 4.2. Les interventions auprès des habitants

Par ailleurs, des actions ayant pour ambition d'intéresser l'ensemble des habitants à la préservation de la biodiversité sont réalisées. Plusieurs dispositifs de sensibilisation spécifiques sont mis en place sur le territoire : la mise en scène de sculptures d'animaux géants dans les espaces publics ; des panneaux de signalisation détournés ; et la délimitation d'espaces de gestion naturelle alternative.

### 4.2.1. Mascottes géantes et panneaux de signalisation

L'idée d'animaux géants devait au départ alimenter la réflexion autour de la confection de « mascottes » destinées à être disséminées un peu partout sur le territoire, en interpellant, d'abord visuellement, les gens sur la circulation des espèces. Dans les discussions de travail sont tout de suite écartées les espèces considérées comme « nuisibles » pour les habitants d'un territoire rural agricole à l'image du renard, du sanglier ou encore du chevreuil. Le hérisson, la salamandre ou la grenouille, en revanche, sont des espèces qui ne représentent pas de nuisance particulière pour les cultures et auxquelles on peut s'attacher sentimentalement. De plus, ce sont ces espèces qui localement, se font régulièrement écraser sur les routes, justifiant ainsi le fait que l'on puisse mettre en avant leur besoin d'être préservées par l'intérêt porté à leurs déplacements.

Dans la même logique, de grands panneaux de signalisation fictifs sont confectionnés pour être mis en place dans les communes<sup>10</sup>. L'objectif de ces dispositifs de sensibilisation est de faire l'analogie entre les espaces de vie humains et non-humains et sont destinés à être temporairement installés dans des lieux fréquentés (centre-ville des bourgs, parcs à jeux, ronds-points, chemins de promenade, etc.) ou sur différents lieux identifiés comme étant importants pour la biodiversité (vallées, mares, etc.) (figure 3).

#### *Gribouille la grenouille*

(Bourg de Mespaul, Juin 2015)



#### *Panneau de signalisation*

(Bourg de Lanmeur, Mars 2015)



**Figure 3.** Emplacement des dispositifs de sensibilisation (exemples)

<sup>10</sup> « Un hérisson peut en cacher un autre » ; « Cédez le passage aux salamandres » ; « Stop grenouille » ; « Circulation interdite aux voitures, réservée aux animaux » ; « Agence Animmobilier : recherche habitat ».



#### 4.1.2. Le carré de la biodiversité

Autre dispositif, initié par le CPIE Périgord-Limousin et relayé *via* l'UNCPIE : le carré de la biodiversité. Le principe consiste à laisser une portion d'espace en libre évolution sans que les cycles de la faune et de la flore ne soient interrompus ou orientés par des activités anthropiques c'est-à-dire sans qu'il ne soit tondu, arrosé, ou traité chimiquement par l'apport de pesticides ou d'engrais (figure 4).



**Figure 4.** Le dispositif « un carré pour la biodiversité »

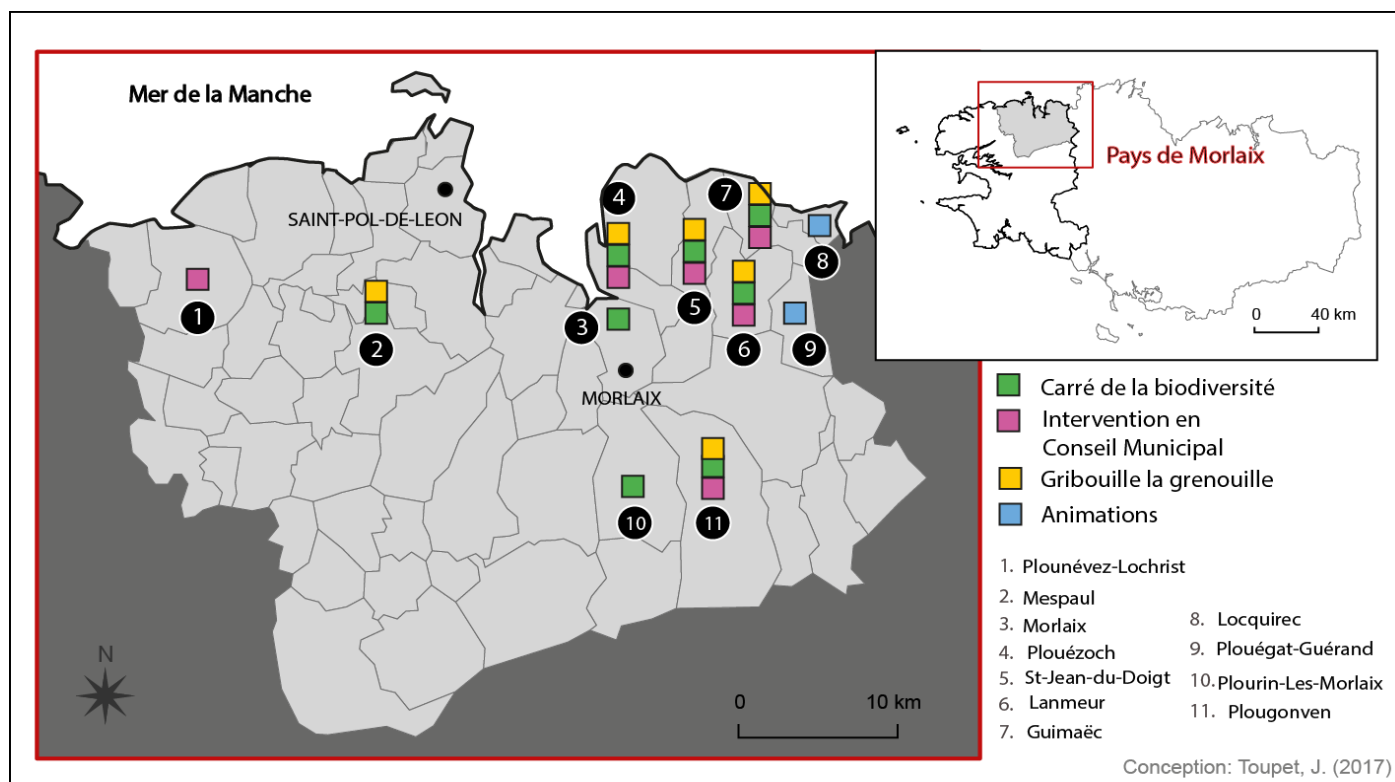
Dans le projet du CPIE, le dispositif « carré de la biodiversité » est d'abord utilisé comme un prétexte aux échanges et aux animations autour de la biodiversité et des continuités écologiques avec la population locale. Ce dispositif pouvant être facilement transposé d'un espace public à un jardin privatif par exemple, il permet non seulement de discuter des solutions de gestion des espaces mais aussi par exemple des pratiques domestiques de jardinage.

### 5. Un enrôlement inabouti et une mobilisation distanciée

La description du choix et des modalités d'installation des dispositifs de sensibilisation/d'intéressement ne suffit pas à expliquer les mécanismes de l'adhésion collectif à la TVB. Il faut en effet analyser le processus d'enrôlement et ses effets sur la mobilisation attendue.

#### 5.1. Le manque d'engagement des élus

Fin 2015, à l'issue du financement régional alloué pour le projet local de mise en œuvre de la TVB, seules onze communes sur les soixante et une composant le Pays de Morlaix ont pu être directement approchées pour qu'elles accueillent les dispositifs de sensibilisation proposés par le CPIE. Aucune, toutefois, n'avait accepté, à cette date, d'engager un travail sur les documents d'urbanisme (figure 5).



**Figure 5.** Communes du Pays de Morlaix touchées par les différents dispositifs de sensibilisation

Malgré l'invitation du CPIE, aucune date de formation n'a pu être maintenue faute de participants (moins de 6 inscrits). En fait, il semble qu'à partir du mois d'août 2015, la loi Nôtre sur la nouvelle organisation territoriale (regroupements de communautés de communes et par voie de conséquence, redistribution des compétences entre les niveaux de collectivités) ait accaparé l'attention des élus. Alors que les démarches auprès d'eux avaient commencé depuis plusieurs mois, leur baisse d'intérêt a été notable dès que les communes ont entériné le passage du PLU au PLU intercommunal (PLUi) sur le territoire. En effet, en redistribuant les champs de compétences concernant l'aménagement du territoire aux intercommunalités, la réforme a eu pour effet de déposséder les élus communaux de leurs prérogatives de planification territoriale. Les élus du Pays de Morlaix ont eu tendance à ne plus se sentir concernés par les politiques publiques telles que la TVB, cela rendant l'obtention des rendez-vous plus difficile par la suite, puisque les trames locales avaient vocation à être mises en place dans le PLUi et non plus dans les PLU.

Néanmoins, les communes initialement inscrites à la formation ont été recontactées et ont pu bénéficier, si elles le souhaitaient d'une intervention en conseil municipal, mais davantage dans un but informatif. Ces interventions, animées par la chargée de mission du CPIE, n'ont duré que 15 à 30 minutes, ce qui a considérablement limité les possibilités de travail et d'échanges. D'autre part, la plupart des élus était satisfait des informations contenues dans la présentation, les questions sont peu nombreuses et la capacité à se projeter dans une action plus concrète était à ce stade, encore limitée.

En fait, les élus locaux apparaissent être, pour la plupart d'entre eux, dans une phase de « prise de connaissance » de la politique publique, davantage préoccupés, au moment où les entretiens ont été menés, par le sens et les implications juridiques de la politique sur les décisions d'aménagement local. Pour contrebalancer ces incertitudes sur la mise en œuvre réglementaire de la TVB locale, les élus interrogés ont tendance à se référer à l'ensemble des actions environnementales entreprises sur la commune (de la politique de fleurissement à la réduction des pesticides dans l'entretien des espaces publics par exemple, afin de valoriser leur politique environnementale) ou à énumérer les problèmes de la commune (inondations, incivilités, etc.).

Si aucune hostilité à l'égard de la politique publique de la TVB n'a été notée au cours des discussions, le relatif désintérêt pour les enjeux environnementaux en général et pour la biodiversité en particulier serait renforcé, à la fois, par la surcharge de travail des élus et des administrateurs et par la complexité ou le degré d'abstraction des connaissances engagées dans les dispositifs les conduisant parfois à s'éloigner des composantes naturelles de leur territoire.

## 5.2. Et la biodiversité dans tout ça ?

Il est frappant de constater que la biodiversité est loin d'être au centre des préoccupations du CPIE. Ses efforts d'intéressement se concentrent sur les humains plus que sur les non-humains. Peu de moyens sont mis en place pour effectivement intéresser la biodiversité : si des « carrés » lui sont dédiés, rien n'est prévu pour diagnostiquer, compter, mesurer, comparer, bref, suivre et évaluer l'efficacité « écologique » des dispositifs installés. Deux raisons peuvent expliquer cette situation.

Premièrement, ce serait le « *manque de temps* » invoqué par la plupart des professionnels associatifs interrogés qui expliquerait que la biodiversité en tant que telle ne soit pas aussi fortement mobilisée que les humains chargés de la protéger. En effet, les responsables du CPIE, outre ce projet de sensibilisation à la TVB, sont également impliqués dans d'autres actions éducatives ou de développement local. Plus largement, ce manque de temps serait symptomatique de la logique gestionnaire s'appliquant désormais au fonctionnement associatif et se caractérisant, entre autres, par une surcharge de travail<sup>11</sup>. Ainsi, les professionnels, en même temps que de s'adonner à leur mission devaient en outre trouver les moyens d'autofinancer leur poste de manière récurrente, aboutissant à un éclatement des tâches, à un surcroît de travail et à des situations professionnelles stressantes.

Deuxièmement, pour les éducateurs-chargés de missions, l'objectif est avant tout d'intéresser les décideurs à la question de la biodiversité, que cette dynamique soit « *progressive* », quitte à « *commencer tout-petit* », en soignant avant tout la qualité de la relation sociale avec les interlocuteurs. En fait, ce qui semble être le plus directement en jeu dans la traduction réalisée par le CPIE n'est pas la préservation de la biodiversité en tant que telle, mais la production d'un capital relationnel autour des dispositifs publics. Dans cette perspective, ce sont moins les dimensions écologiques qui sont au centre de ce processus que la construction des relations sociales intégratives dans la redéfinition de l'aménagement local.

## 6. Retour sur le processus de traduction : ce que fait la sensibilisation

L'analyse du processus de traduction doit permettre d'en dégager sa dynamique propre. Pour cela, trois éléments saillants du processus de traduction sont discutés : d'une part, ce processus participe à ancrer l'action publique sur l'environnement dans les routines des individus ; d'autre part les résistances auxquelles il fait face mettent en évidence la manière dont s'articulent les registres de connaissances ; enfin, il repose sur des négociations permanentes.

### 6.1. L'ancrage de l'action publique sur l'environnement dans le quotidien des individus

Nos observations de terrain montrent que les dispositifs de sensibilisation contribuent à ancrer localement le dispositif TVB, en remobilisant les routines des destinataires de l'action pour permettre à la biodiversité de s'y faire une place. D'une manière plus générale, ces dispositifs rassemblent l'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scènes, que les acteurs déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à soutenir la cause défendue (Traïni & Siméant, 2009). Ils permettent de rendre sensible, c'est-à-dire de rendre perceptible ou visible un problème qui ne l'était préalablement pas et d'interpeller des individus pour

<sup>11</sup> Plusieurs réflexions ont déjà montré que les dispositifs de gestion environnementale modifient tout autant le milieu biophysique (Génot, 2008), les rapports sociaux entre les humains et leur milieu biophysique (Larrère & Larrère, 2015) ainsi que le système de relations sociales entre les acteurs concernés par ces dispositifs (Boussard, 2008 ; Van Tilbeurgh et al., 2016). En pénétrant ainsi les pratiques éducatives au service d'une vision instrumentale, le contenu et le sens de l'action associative se trouvent questionnés.

qu'ils deviennent attentifs, réceptifs, portés à s'émouvoir et prompts à réagir (Traïni & Siméant, 2009). Les dispositifs de sensibilisation déployés sur le Pays de Morlaix utilisent néanmoins des ressorts différents pour interpeller les publics (élus ou habitants).

Premièrement, la sensibilisation se réalise par la circulation d'éléments de rhétorique qui participent à l'enrôlement des acteurs de terrain (gestionnaires, élus, monde associatif) en favorisant l'agrégation des préoccupations et des connaissances locales (liées à l'économie, aux loisirs, à l'aménagement local ou au cadre de vie) avec les conceptions plus abstraites reposant sur une approche scientifique de la biodiversité.

Deuxièmement, les dispositifs de sensibilisation participent à la réorganisation des espaces et de leur signification. Il s'agit moins de familiariser les habitants à des notions écologiques, que d'inscrire dans leur quotidien les conséquences que provoquent, pour les populations animales et végétales, les ruptures des continuités écologiques. Avec la grenouille, la traduction permet de mobiliser les habitants en travaillant sur la réorganisation de l'espace public alors que l'intérêt des « carrés » a été de faire rentrer la biodiversité dans l'espace privé, les jardins des habitants, la question de la biodiversité. Cette irruption dans l'espace privé permet de transférer une partie de la responsabilité autour de l'érosion de la biodiversité, des pouvoirs publics vers les individus. Ainsi, en plus de diffuser une information argumentée qui serait, idéalement, capable de changer les dispositions à agir de citoyens considérés comme des êtres rationnels, le CPIE multiplie les messages incitant ces derniers à des micro-actions<sup>12</sup> : accepter une intervention en conseil municipal, inaugurer les installations temporaires, recevoir les animateurs professionnels en entretien, etc. Plus largement, les dispositifs de sensibilisation auraient pour objectif de construire un lien entre des enjeux larges et des actions très concrètes, montrant que des actes apparemment anodins peuvent avoir leur importance tout en inscrivant les individus dans un collectif d'action plus large. Il est par ailleurs espéré que la multiplication d'actions « peu coûteuses » sur le plan de l'engagement individuel finira par susciter, à terme, et par un effet d'entraînement, les changements attendus (Chavot & Masserand, 2014).

Troisièmement, en interrogeant les routines, les dispositifs de sensibilisation mobilisent une autre dimension cognitive fondée sur les émotions. Le recours aux dispositifs de sensibilisation permet de créer une rupture dans les routines du quotidien pour modifier les comportements. Ils permettent en particulier de susciter des émotions communes, résultant d'un rapport au proche, au familial, à l'épreuve des sens, devant aboutir, in fine, à la construction d'un attachement profond à un territoire. Par exemple, l'outil éducatif que constitue la lecture de paysage insiste sur la valeur esthétique de la biodiversité et le rapport affectif au vivant pour construire des connaissances communes et renforcer cet attachement. Toutefois, dans le cas présenté ici, l'enrôlement des élus échoue à introduire une rupture dans leur quotidien de responsables politiques suffisamment puissante pour qu'ils puissent modifier leur façon de penser leurs actes routiniers pour y introduire de nouvelles contraintes liées à la prise en compte de la biodiversité. Certes, le processus d'intéressement les sensibilise à ces questions et aux enjeux de la biodiversité, mais cette sensibilisation est insuffisante, dans l'immédiat, pour remettre en cause leurs façons de faire et de penser leur rôle politique.

## **6.2. L'articulation des registres de connaissances et les résistances**

Le deuxième trait saillant du processus de traduction concerne la façon dont les différentes formes de connaissances sont articulées entre elles. De toute évidence, les individus (habitants comme élus) ne sont pas également sensibles aux différents stimuli recherchant le passage à l'action. Sans doute une des conditions de leur efficacité renvoie-elle à l'écho qu'ils reçoivent, ou pas, à un moment particulier de leur trajectoire individuelle. La performativité des dispositifs, loin de dépendre exclusivement des intentions et des savoir-faire de ceux qui les mettent en œuvre, résulte aussi de leur aptitude à recouper

---

<sup>12</sup> Cette observation converge avec les analyses de R.V. Joule et F. Bernard, au début des années 2000, à propos de la « communication engageante ».



des sensibilités préalables que les uns et les autres doivent à leur socialisation respective. Là où les individus ont déjà vécu une expérience liée à la nature, ils peuvent plus facilement attribuer du sens aux dispositifs puisqu'ils disposent des catégories cognitives adaptées pour le faire. Pour les autres, il est plus difficile d'attribuer du sens au dispositif et plus généralement de « penser » la biodiversité.

Cette non-adéquation entre les grilles de lecture scientifique et celles des acteurs locaux peut également être renvoyée au niveau d'abstraction et de complexité cognitive du concept de biodiversité. En effet, parce que son analyse scientifique s'intéresse à des cycles et des processus à une échelle globale, ce concept s'éloigne de la matérialité du monde, le rendant abstrait et non-palpable par la majorité des usagers. Ainsi, seules les personnes ayant une expérience et des références iront jusqu'à se mobiliser effectivement. Avec les autres, le processus d'intéressement ne parvient pas à déboucher sur l'enrôlement, la sensibilisation ne suffisant pas à construire, en si peu de temps, une expérience et des connaissances suffisamment favorables au dispositif.

Plus largement, cette réflexion sur les catégories de connaissances permet de nuancer le débat sur le supposé refus des réformes environnementales qui serait porté par des groupes sociaux particuliers<sup>13</sup> et dont quelques publications se font l'écho (La Branche, 2009). Dans certains cas, le refus de prendre en compte les contraintes environnementales résulterait de la difficulté à simplement donner du sens aux catégories de pensée prévalant dans les politiques publiques. La difficulté à articuler l'action individuelle à un impact collectif en est une illustration. Finalement, derrière le refus des contraintes environnementales, ce ne serait pas elles qui ne seraient pas acceptées, mais plutôt la façon dont elles sont construites et instrumentalisées, éloignées de la manière dont les acteurs attribuent du sens au milieu naturel (Van Tilbeurgh, 2014).

### **6.3. La traduction comme processus de négociation**

Une troisième caractéristique du processus de traduction réside dans son instabilité. Les dispositifs de sensibilisation ne débouchent pas à proprement parlé sur l'enrôlement et la mobilisation des entités. Même si les tentatives d'enrôlement ont pris différentes formes : créer la surprise des habitants (avec les installations impromptues), séduire la biodiversité (avec, par exemple, la mise en place de carrés), obtenir le consentement ou à défaut, la bienveillance (de la part des élus), elles n'ont pas suffi à générer une dynamique collective permettant de faire tenir ensemble toutes les entités intéressées. Toutefois, les situations créées par ce travail de traduction peuvent se lire comme une négociation pour obtenir le consentement à agir des acteurs selon ce que l'on attend d'eux.

En effet, en même temps que le processus de traduction se poursuit, les acteurs évoluent, précisent leur point de vue, renégocient les intérêts et les règles du jeu. Les réformes territoriales intervenues en cours de processus, le surcroît de travail des élus mais aussi des chargés de mission associatifs ont eu un impact sur le processus de traduction. Ces événements ont ainsi participé à la contestation de l'enrôlement tel qu'il était en train d'être négocié.

## **Conclusion : quelle éducation à la biodiversité ?**

La traduction réalisée par le CPIE accorde explicitement plus d'importance au dialogue entre les acteurs qu'aux résultats écologiques en tant que tels escomptés par les dispositifs publics. Plus largement, le travail du CPIE prend appui sur les dispositifs environnementaux pour construire les relations sociales permettant, dans un second temps seulement, l'amélioration de la prise en compte de la biodiversité. Ce qui est prioritairement en jeu dans la traduction réalisée par le CPIE n'est pas la préservation de la biodiversité par la restauration des continuités mais le maintien du réseau de relations sociales (Région, élus, habitants, etc.) mis en place autour du dispositif. Dans ce cadre, les composantes naturelles constituent davantage un prétexte au travail de traduction, représentant

---

<sup>13</sup> Groupes qui peuvent être composés selon les configurations, d'agriculteurs, de chasseurs, d'élus, ou d'usagers divers.

finallement le « Point de passage Obligé » (PPO) (Callon, 1986) du processus de traduction. Ainsi, les résultats de la traduction sont à rechercher dans l'élargissement du cadre d'analyse sur la façon dont s'articulent l'action publique et l'action collective autour des enjeux environnementaux. En effet, si l'on peut considérer à l'issue de notre enquête que le dispositif TVB a échoué sur le plan strictement réglementaire, il a néanmoins permis au CPIE de Morlaix non seulement d'étendre son réseau d'action et ses compétences professionnelles mais aussi d'intégrer la question de la biodiversité dans les débats locaux à partir des relations engagées aux niveaux régional (par l'obtention de financements) et national (par les liens à l'UNCPIE). Ce faisant, l'association se positionne pour le futur. Par la sensibilisation, elle crée des expériences, elle permet des apprentissages, elle construit des dispositions pratiques et cognitives sur l'objet et les conditions de l'action, qui pourront éventuellement être remobilisés par la suite. De plus, l'action éducative du CPIE sur la biodiversité participe, comme le font justement remarquer D. Orange-Ravachol et M. Barroca-Paccard (2017), à la construction de compétences et de connaissances dans des domaines qui dépassent largement le plan écologique, à travers l'appréhension d'enjeux exprimés à différentes échelles spatiales (du global aux territoires locaux) et temporelles (temporalité humaine, histoire des milieux de vie et des paysages, etc.). Eduquer à la biodiversité c'est aussi finalement éduquer à la complexité du monde (Morin & Hertig 2017), éduquer à la responsabilité (Hagège & Janner-Raimondi, 2017) ou encore éduquer à la citoyenneté (Audigier, Ethier & Lefrançois, 2017). De ce point de vue, les dispositifs de sensibilisation, en incitant à l'action, produisent des résultats là où on ne les attendait pas. L'analyse de la traduction réalisée par le CPIE de Morlaix rappelle ainsi le rôle plus général de l'Education à l'Environnement dans la construction, sur le long terme, des connaissances, des savoir-être et des responsabilités collectives sur les milieux naturels et l'aménagement des territoires locaux.

## Bibliographie

- Akrich M., Callon M., Latour B. (dir.), 2006. *Sociologie de la traduction: textes fondateurs*. Paris, Presses des Mines, 303 p.
- Alphandéry P., Fortier A., 2012. « La trame verte et bleue et ses réseaux : science, acteurs et territoires », *VertigO*, Volume 12 Numéro 2.
- Aspe C., Jacqué M., 2012. *Environnement et société. Une analyse sociologique de la question environnementale*. Paris, Quæ, 279 p.
- Audigier F., Ethier M-A., Lefrançois A., 2017. « Education à la citoyenneté » in Barthes A., Lange J.M., Tutiaux-Guillon N., *Dictionnaire critique des enjeux et concepts des « éducations à »*. Paris, L'Harmattan, 622 p., p. 46-55.
- Boussard V., 2008. *Sociologie de la gestion : Les faiseurs de performance*, Paris, Belin.
- Callon M., 1986. « La domestication des coquilles St Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de St Brieuc », *L'année sociologique*, 36, p. 169-207.
- Callon M., Latour B., 1991 : *La science telle qu'elle se fait*, Paris, La Découverte, 390 p.
- Chavot P., Masseran A., 2014. « Le public des centres de science : objet d'étude et/ou acteur du dispositif ? » In : Bonnet J., Bonnet R., Raichvarg D., *Communication et intelligence du social. Acteurs, auteurs ou spectateurs des médias, de la consommation et des territoires*, 1, L'Harmattan, p.59-74.
- Gasse S., 2017. « Education non-formelle » in Barthes A., Lange J.M., Tutiaux-Guillon N., *Dictionnaire critique des enjeux et concepts des « éducations à »*. Paris, L'Harmattan, 622 p., p. 399-404.
- Génot J.-C., 2008. *La nature malade de la gestion*, Sang de la terre, 239 p.
- Hagège H., Janner-Raimondi M., 2017. « Education à la responsabilité » in Barthes A., Lange J.M., Tutiaux-Guillon N., *Dictionnaire critique des enjeux et concepts des « éducations à »*. Paris, L'Harmattan, 622 p., p. 194-204.
- La Branche S.L., 2009. « L'insoutenable légèreté environnementale de la participation : une problématisation », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 9, Numéro 1.

- Larrère C., Larrère R., 2015. *Penser et agir avec la nature: une enquête philosophique*. Paris, La Découverte, 336 p.
- Latour B., 1985. « Les “vues” de l’esprit », *Réseaux*, 5, 27, p. 79-96.
- Mermet, L., Billé, R., Leroy, M., Narcy, J.B., Poux, X., 2005. L'analyse stratégique de la gestion environnementale : un cadre théorique pour penser l'efficacité en matière d'environnement », *Natures Sciences Sociétés*, vol.13, n°2, p. 127-137.
- Morin O., Hertig P., 2017. « Education à la complexité » in Barthes A., Lange J.M., Tutiaux-Guillon N., *Dictionnaire critique des enjeux et concepts des « éducations à »*. Paris, L’Harmattan, 622 p., p. 65-81.
- Orange-Ravachol D., Barroca-Paccard M., 2017. « Education à la biodiversité » in Barthes A., Lange J.M., Tutiaux-Guillon N., *Dictionnaire critique des enjeux et concepts des « éducations à »*. Paris, L’Harmattan, 622 p., p. 16-23.
- Salles D., 2006. *Les défis de l’environnement. Démocratie et efficacité*. Paris, Syllepse.
- Salles D., 2009. Environnement : la gouvernance par la responsabilité ? *VertigO*, hors-série n°6, p.1-7.
- Toupet J., 2018. *Les traducteurs du changement : de l’intégration des jeunes ruraux à la gestion de la nature : les formes de l’Education à l’Environnement au sein de l’ULAMIR-CPIE du Pays de Morlaix (1974 – 2017)*. Thèse de Doctorat, Université Rennes 2, 534 p.
- Traïni C., Siméant J., 2009 : « Pourquoi et comment sensibiliser à la cause ? », in Traïni C., *Emotions... mobilisation!*, Paris, Presses de Sciences Po (coll. Sociétés en mouvement), p. 11-30.
- Van Tilbeurgh V., 2014. *Négocier la nature. Les dispositifs environnementaux comme situations dialogiques de négociation*, Mémoire d’Habilitation à Diriger les Recherches, Université Rennes 2, Rennes, 245 p.
- Van Tilbeurgh V., Udo N., Atlan A., 2016. « L’enrôlement des acteurs dans les dispositifs de gestion : Lutter contre l’ajonc dans les espaces protégés de La Réunion », Colloque ENGEES - « Aborder les problèmes d’environnement comme des situations de gestion ? », Strasbourg.